

CAI
SG
-2012

3 1761 11709931 7

Office of the CORRECTIONAL INVESTIGATOR



Canada



HISTORY

The Office of the Correctional Investigator (OCI) was created in 1973, following a recommendation by the Commission of Inquiry into the 1971 riot at Kingston Penitentiary. Until 1992, the Office operated under the *Inquiries Act*. The coming into law of the *Corrections and Conditional Release Act* (CCRA) enshrined our mandate in legislation.

MANDATE

The Correctional Investigator is mandated as Ombudsman for federal offenders.

An ombudsman is a person with authority to conduct thorough, impartial, independent investigations and to make recommendations to government organizations with respect to the problems of citizens.

STRUCTURE

The Correctional Investigator is appointed by order-in-council. Professional staff in the office includes investigators, legal counsel, administrative and support personnel. The Office is an

independent agency within the portfolio of Public Safety and Emergency Preparedness.

ROLE AND RESPONSIBILITIES

The primary role of the Office is to investigate and bring resolution to individual offender complaints concerning recommendations, decisions, acts or omissions by the Correctional Service of Canada (CSC).

The Office as well, has a responsibility to review and make recommendations on the Service's policies and procedures associated with the areas of individual complaints to ensure that systemic areas of concern are identified and appropriately addressed.

AUTHORITY

Investigations can be initiated on the basis of a complaint or at the initiative of the Correctional Investigator, with full discretion resting with the Office in deciding whether to conduct an investigation and how that investigation will be carried out.

While the legislation also affords complete latitude with regard to its recommendations, these are, as is the case for most ombudsman agencies, non-binding.

The Office strives to resolve issues with the Service at the lowest possible level. In the event that a solution cannot be agreed upon, the Office can, through the Minister of Public Safety and Emergency Preparedness, bring the matter to the attention of Parliament by way of a special report or our Annual Report.

OPERATIONS

The Office receives an average of 7,000 complaints annually. Investigators spend approximately 350 days per year in federal institutions and conduct over 4,000 interviews and meetings with individual inmates, offender organizations such as inmate committees and native groups, institutional and regional staff.

A breakdown of the areas of complaint, dispositions and institutional interviews can be found in our Annual Report.

Areas of ongoing concern detailed in the Office's Annual Report include:

- Aboriginal Offenders
- Institutional Violence
- Women Offenders
- Inmate Programming
- Conditional Release

CONTACT INFORMATION

Office Hours: 9:00 – 16:00 EST

Phone: 1 877 885-8848
(Toll free, leave a message after hours)

Fax: (613) 990-9091

Mail: PO. Box 3421
Station "D"
Ottawa, Ontario
K1P 6L4

E-Mail: org@oci-bec.gc.ca

Please visit our web site at www.oci-bec.gc.ca for more detailed information.

PS104-1/2004
0-662-68425-7

www.oci-bec.gc.ca



Le Bureau de L'ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL

HISTORIQUE

Le Bureau de l'enquêteur correctionnel (BEC) a été créé en 1973 à la suite d'une recommandation de la Commission d'enquête sur l'émeute survenue au pénitencier de Kingston en 1971. Jusqu'en 1992, le BEC était régi par la *Loi des enquêtes*. Son mandat a alors été enchâssé dans la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

MANDAT

Le mandat de l'enquêteur correctionnel est d'agir en tant qu'ombudsman pour les délinquants sous responsabilité fédérale.

Un ombudsman est une personne autorisée à mener des enquêtes complètes, impartiales et indépendantes et à formuler des recommandations à des organisations gouvernementales concernant les problèmes des citoyens.

STRUCTURE

L'enquêteur correctionnel est nommé par le Cabinet. L'équipe du BEC est composée d'enquêteurs, d'administrateurs, d'un

avocat-conseil et de personnel de soutien. Le BEC est un organisme indépendant au sein du portefeuille de la Sécurité publique et de la Protection civile du Canada.

RÔLE ET RESPONSABILITÉS

Le rôle principal du BEC est d'enquêter sur les plaintes individuelles des délinquants concernant les recommandations, décisions, actes ou omissions du Service correctionnel du Canada (SCC) et de les régler.

Il a également l'obligation d'examiner et de formuler des recommandations concernant les politiques et pratiques du SCC donnant lieu aux plaintes individuelles, afin de relever les carences systémiques et d'y remédier.

AUTORITÉ

Le BEC peut ouvrir une enquête à la suite d'une plainte ou en ouvrir une de sa propre initiative. La décision de mener ou non une enquête et la façon dont cette dernière sera effectuée sont laissées, en tout temps, à son entière discrétion. La *Loi* lui confère également pleine latitude quant

à ses recommandations. Toutefois, ces dernières sont non exécutoires, comme c'est le cas pour la plupart des organismes agissant à titre d'ombudsman.

Le BEC s'efforce de traiter les questions litigieuses avec le SCC au plus bas niveau possible. S'il est impossible d'en arriver à une entente, le BEC peut, par l'entremise du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, porter la question à l'attention du Parlement au moyen d'un rapport spécial ou de son rapport annuel.

OPÉRATIONS

Le BEC reçoit en moyenne 7 000 plaintes. Ses enquêteurs passent environ 350 jours par année dans les établissements fédéraux. Ils y mènent plus de 4 000 entrevues et rencontres individuelles avec des détenus ou avec des groupes tels que les Comités de détenus et les groupes autochtones ainsi qu'avec des membres du personnel au niveau institutionnel et régional.

Une ventilation des plaintes selon leur nature, des mesures prises en conséquence et des rencontres de suivi se trouve dans le rapport annuel du BEC.

Parmi les préoccupations de longue date dont fait état le rapport annuel :

- Délinquants autochtones
- Violence institutionnelle
- Délinquantes
- Programmes destinés aux détenus
- Mise en liberté sous condition

COORDONNÉES

Heures de bureau : 9 h à 16 h HNE

Téléphone : 1 877 885-8848
(sans frais, laissez un message après les heures)

Télécopieur : (613) 990-9091

Courrier : C. P. 3421
Succursale « D »
Ottawa (Ontario)
K1P 6L4

Courriel : org@oci-bec.gc.ca

Visitez le site Internet du BEC
www.oci-bec.gc.ca
pour de plus amples renseignements.

PS104-1/2004
0-662-68425-7